



Francis SCARPALEGGIA



Député de Lac-Saint-Louis

*Président du comité permanent de l'environnement
et du développement durable de la Chambre des communes*

Dans ce numéro

- ◆ Construction résidentielle
- ◆ Soutenir vos droits de consommateur financier
- ◆ Outil de recherche d'aide aux entreprises
- ◆ 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide
- ◆ S'attaquer aux vols d'automobile
- ◆ Exportation de chevaux par voie aérienne
- ◆ CIVIX
- ◆ Consultation sur les heures d'exploitation de l'aéroport
- ◆ Consultez mon site Web

Bureau de comté

1, avenue Holiday
635, Tour Est
Pointe-Claire (Québec)
H9R 5N3
Tél. : 514-695-6661
Téléc. : 514-695-3708

Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613-995-8281
Téléc. : 613-995-0528

Chères amies, chers amis,

Les chocs économiques de la pandémie continuent de s'atténuer et l'inflation semble ralentir, ce qui laisse présager une baisse des taux d'intérêt. La moindre baisse contribuerait grandement à alléger la pression exercée sur les budgets des ménages.

La Banque du Canada prend ses décisions sur les taux d'intérêt indépendamment du gouvernement. L'objectif premier de la Banque est de maintenir la stabilité financière dont l'économie a besoin pour maintenir son rythme et créer des emplois.

Pour sa part, le gouvernement s'occupe de mettre en place des mesures ciblées qui rendront la vie des Canadiens plus abordable. Parmi ces mesures, le régime national de soins dentaires, l'assurance médicaments et les services de garde des enfants viennent tout de suite à l'esprit.

Le prix des aliments reste obstinément élevé. Ce phénomène tient à de nombreux facteurs. La guerre qui a éclaté en Ukraine a entraîné une forte hausse des prix de l'énergie dans le monde et a restreint les exportations de céréales de l'Ukraine, le « grenier de l'Europe ». Par conséquent, les prix des céréales ont augmenté à l'échelle internationale. Ici au Canada, les feux de forêt et la sécheresse ont nui à la production agricole, ce qui a provoqué une pression à la hausse sur le prix des aliments. Plusieurs études crédibles ont démontrés que la tarification fédérale du carbone — qui en fait ne s'applique pas au Québec — n'est *pas* un facteur déterminant pour le prix des aliments.

Néanmoins, le gouvernement s'inquiète du niveau actuel de concurrence dans le secteur de l'épicerie. Par conséquent, il a récemment adopté le projet de loi C-56 pour renforcer la Loi sur la concurrence du Canada.

Le Tribunal de la concurrence a désormais le pouvoir de rendre une ordonnance à l'égard d'accords conclus entre des personnes non concurrentes — et non seulement entre concurrents — qui ont l'effet de diminuer la concurrence. Une grande chaîne d'épicerie qui complot avec son propriétaire pour empêcher des magasins concurrents de moindre taille d'ouvrir à proximité en est un bon exemple. Dorénavant la Loi sur la concurrence offrira aussi au Bureau de la concurrence de plus grands pouvoirs en matière de collecte d'éléments de preuve afin d'être en mesure de mieux enquêter sur des agissements anti-concurrentiels et de les prouver.

Enfin, le projet de loi C-59, dont le Parlement est saisi au moment de la rédaction, renforcera davantage la Loi sur la concurrence dans le but de permettre au Tribunal de la concurrence d'examiner les effets sur la concurrence des fusions qui entraînent une plus grande concentration de l'industrie. Pour le moment, le Tribunal n'est pas légalement autorisé à étudier une fusion seulement en fonction de ses impacts sur la concentration ou sur la part du marché.

Construction résidentielle

Le gouvernement fédéral continue d'investir en vue d'accélérer la construction de maisons afin d'ajouter au moins 100 000 nouvelles unités résidentielles au pays au cours des quatre prochaines années. Plus particulièrement au Québec, le gouvernement fédéral investira 900 millions de dollars — soit près de 23 pourcent du montant total des fonds investis au pays. La province ajoutera un montant égal à ces fonds conformément à une entente bilatérale signée récemment, ce qui portera à 1,8 milliard de dollars le total des fonds affectés à la construction de nouvelles maisons au Québec. Grâce aux nouveaux fonds fédéraux-provinciaux, plus de 23 000 nouvelles unités devraient être créées par rapport à ce qu'on avait initialement prévu d'ici 2027-2028; cela inclut 8 000 nouveaux logements sociaux abordables, dont 500 pour des personnes qui sont sans abri ou qui risquent de perdre leur logement. Déjà, 1,7 million de dollars ont été affectés au projet de logements sociaux *Ricochet* de l'Ouest-de-l'Île, qui profitera à de jeunes adultes ayant un faible revenu et à des personnes qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale.

Soutenir vos droits de consommateur financier

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada a pour mandat de protéger les droits et les intérêts des consommateurs de produits et de services financiers. Son site Web (taper « ACFC » dans la barre de votre moteur de recherche) contient de précieux renseignements sur les banques, les emprunts, les marges de crédit et les hypothèques, y compris sur la renégociation des prêts hypothécaires et sur les mesures d'allégement hypothécaire. Vous pouvez également y obtenir des renseignements, des outils et des ressources qui favorisent l'acquisition de connaissances financières. Enfin, vous y trouverez un portail où vous pouvez poser des questions précises ou présenter une plainte auprès d'une institution financière ou auprès d'un organisme externe de traitement des plaintes.

L'ACFC s'attend à ce que les banques viennent en aide aux personnes qui ont du mal à payer un prêt hypothécaire en raison de circonstances exceptionnelles. L'*Énoncé économique de l'automne*, présenté par Chrystia Freeland, ministre des Finances, prévoit une nouvelle charte hypothécaire canadienne. Cette charte comporte des lignes directrices à l'intention des institutions financières pour celles qui collaborent avec les emprunteurs vulnérables qui sont aux prises avec des difficultés financières.

Outil de recherche d'aide aux entreprises

L'Outil de recherche d'aide aux entreprises est un outil utile pour les entrepreneurs, les propriétaires de petites entreprises ainsi que les organismes sans but lucratif.

Le portail fonctionne comme un outil de recherche qui peut signaler les ressources utiles, en permettant à l'utilisateur de préciser ses objectifs et le genre de ressources dont il a besoin. Au nombre des objectifs, mentionnons la R&D, la création ou l'achat d'une entreprise, l'achat ou la location d'équipement ou de biens, l'expansion et le développement d'entreprises, l'embauche et la formation de personnel, la réduction de la pollution et l'augmentation de la productivité. Le portail peut faire ressortir les ressources existantes comme les subventions, les prêts, les crédits d'impôt et les subventions salariales. Il peut aussi faciliter l'établissement de partenariats, le recrutement de stagiaires et l'accès à du personnel spécialisé, par exemple des chercheurs. Pour avoir accès à ce précieux outil, veuillez taper « Outil de recherche d'aide aux entreprises » dans la barre du moteur de recherche.



À une annonce de la SCHL d'un financement à faible coût pour la construction de 3 000 nouveaux logements locatifs dans la région de Montréal, y compris à Pierrefonds



Discours lors d'un rassemblement de soutien à l'Ukraine pour le deuxième anniversaire de l'invasion illégale massive par la Russie



À une journée communautaire à la Plaza Pointe-Claire avec des membres du Club des femmes universitaires du Lakeshore



Dépôt d'une couronne au Champ d'honneur national lors du jour du Souvenir

9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide

En novembre, Ya'ara Saks, ministre de la Santé mentale et des Dépendances, a annoncé la création de la ligne d'écoute 988 pour la prévention du suicide. Cette ligne remplace le service Parlons Suicide Canada. Les gens peuvent plus facilement se rappeler du code de composition à trois chiffres pour obtenir de l'aide. Le service s'adresse aux personnes qui font face à une crise de suicide ou qui s'inquiètent d'un proche qui pourrait vouloir mettre fin à ses jours.

Le service 988 est offert partout au Canada, en anglais et en français. Il est accessible par téléphone ou par message texte, à toute heure du jour et de la nuit, 365 jours par année. Des répondants qualifiés sont prêts à répondre aux appels et aux messages textes, et à fournir soutien et compassion sans jugement.

En composant le 988, les appelants prennent contact avec un répondant établi à proximité selon l'indicatif régional. Si un répondant n'est pas disponible à l'échelon local, l'appel ou le message texte est acheminé à un partenaire de la ligne 988 ou à un centre national de secours, afin que tous les appels et messages soient reçus et traités. Les appelants peuvent recevoir un soutien spécialisé pour jeunes ou pour membres de communautés autochtones. La ligne Jeunesse, J'écoute est l'un des partenaires qui offre une aide spécialisée aux jeunes. Pour les Autochtones, il existe la ligne d'écoute Espoir pour le mieux-être.

S'attaquer aux vols d'automobiles

Le vol d'automobiles pose un grave problème auquel il faut s'attaquer. Le gouvernement prend donc ce problème au sérieux et a fait des investissements judicieux pour mieux gérer la frontière afin que les véhicules volés ne puissent sortir du pays.

Le gouvernement précédent a réduit de 1 059 le nombre de postes à l'Agence des services frontaliers du Canada et s'appropriait à en abolir 400 autres. Le gouvernement libéral a rétabli tous les postes de l'ASFC que les conservateurs avaient supprimés et en a même créé 884 autres.

En février, le gouvernement a annoncé de nouveaux fonds pour mettre à l'essai des technologies de détection de nature à faciliter le travail des agents des services frontaliers qui sont chargés d'examiner les conteneurs d'expédition.

Le gouvernement a également modifié le Code criminel de manière à augmenter la peine maximale infligée par procédure sommaire pour vol de véhicules à moteur.

Enfin, pour que les fabricants d'automobiles prennent en considération les progrès technologiques pouvant faciliter la détection et la prévention des vols de véhicules, le ministre fédéral des Transports modernisera les normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada.

Exportation de chevaux par voie aérienne

Selon la plateforme électorale du Parti libéral en 2021, on prévoyait mettre fin à l'exportation par voie aérienne de chevaux destinés à l'abattage. En septembre dernier, mon collègue libéral Tim Louis a présenté le projet de loi C-355 : Loi visant à interdire l'exportation par voie aérienne de chevaux destinés à l'abattage et apportant des modifications connexes à certaines lois. Le 31 janvier, ce projet de loi a été adopté en deuxième lecture à la Chambre des communes (vote qui détermine si un projet de loi sera soumis à un comité parlementaire pour étude approfondie). Une fois l'étude en comité terminée, le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des communes pour dernières délibérations et mise aux voix.



Au Marché BEAU des Fêtes avec la conseillère de Beaconsfield Dominique Godin et des bénévoles de NOVA de l'ouest de l'île



Célébration du Mois de l'histoire des Noirs avec (de gauche à droite) Allison Saunders, Joan Lee et Shaina Thornhill



Célébration du 102^e anniversaire de Mary Samborsky



Aux célébrations du 65^e anniversaire de la WIAIH

CIVIX

L'éducation civique est fondamentale à toute démocratie saine. Depuis 2003, CIVIX fournit des possibilités d'apprentissage pour aider des millions de jeunes d'âge scolaire à acquérir des habitudes propres à tous citoyens actifs et informés. CIVIX offre un certain nombre de modules de programme : le Vote étudiant, la Consultation budgétaire auprès des élèves, Salut l'élu·e, CTRL-F (littéracie numérique) et ParlonsPoli (écoute active et expression de soi respectueuse). Pour en savoir davantage sur CIVIX ou pour m'inviter en tant que représentant fédéral à venir m'adresser aux étudiants dans votre école dans le cadre du module Salut l'élu·e, veuillez consulter www.civix.ca ou communiquer avec mon bureau.

Consultation sur les heures d'exploitation de l'aéroport

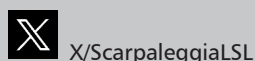
La société Aéroports de Montréal compte soumettre à Transports Canada une nouvelle proposition en vue de restreindre les heures d'exploitation des vols à l'aéroport Trudeau. ADM tiendra une séance portes ouvertes afin de présenter sa proposition au public et de recueillir les commentaires. La séance aura lieu le 9 mai 2024, de 14 h 30 à 19 h, dans les salles de réunion situées au 2^e étage de l'aérogare de l'aéroport, au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval. Des bons de stationnement seront remis aux visiteurs. Outre la séance portes ouvertes, ADM tiendra aussi une consultation en ligne. Le portail de consultation sera accessible au plus tard le 30 avril sur le site Web d'ADM (www.admtl.com/fr/adm), sous l'onglet « Collectivités ».

Consultez mon site Web

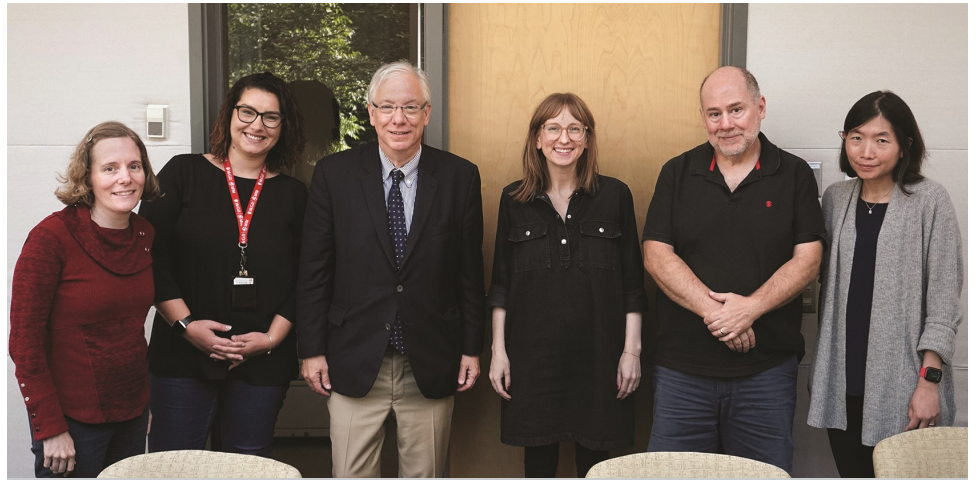
Les réseaux sociaux sont le moyen idéal de suivre mes activités politiques et de se tenir au courant des nouvelles du gouvernement fédéral. Mon site Web traite toutefois de divers sujets en profondeur. Vous y trouverez des documents d'information sur les politiques, de même que les transcriptions complètes des discours que j'ai prononcés à la Chambre des communes. Au cours de la 44^e législature, j'ai pris la parole sur les sujets les plus variés, dont l'Ukraine, la Loi sur les langues officielles, la clause dérogatoire, les niveaux d'immigration, la protection de l'environnement, la réglementation sur les eaux usées, l'indépendance de la Banque du Canada, la réforme de la détermination de la peine en droit criminel, la réforme de la mise en liberté sous caution, le contrôle des armes à feu, et la réforme électorale.

Restez en contact

Les voies de communication entre les citoyens et leurs représentants élus se sont beaucoup multipliées. C'est une bonne chose : ce n'est qu'à travers un dialogue ouvert que les politiciens peuvent prendre connaissance des priorités de leurs électeurs et les associer aux activités du gouvernement. Ma page Facebook, ainsi que mon compte X, sont des moyens importants d'obtenir vos commentaires sur les questions qui vous tiennent à cœur. Elles me permettent également de vous informer de mes activités.



www.scarpaleggia.ca
francis.scarpaleggia@parl.gc.ca



Avec des chercheuses scientifiques du Réseau de médecine régénérative de McGill dirigé par le docteur Terry Hebert



Au tournoi annuel de ringuette de BKRA avec les championnes U19 de Pointe-Claire



Au défilé de la Saint-Patrick à Hudson

Bureau de comté

1, avenue Holiday
635, Tour Est
Pointe-Claire (Québec)
H9R 5N3
Tél. : 514-695-6661
Télé. : 514-695-3708

Bureau d'Ottawa

413, édifice de la Justice
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613-995-8281
Télé. : 613-995-0528